

Le Canada nous mène en bateau

Québec, 2 juillet 2020 – Aujourd’hui, alors que bon nombre de Québécois avaient encore l’esprit occupé à déménager, le gouvernement libéral a annoncé l’achat d’un traversier construit en Espagne, le *NM Villa de Teror* pour assurer le transport entre les Iles-de-la-Madeleine et l’Île-du-Prince-Édouard. La députée de Beauport-Limoilou, responsable du dossier de l’Approvisionnement et des Opérations gouvernementales s’interroge sur la pertinence de cette décision. Certes, l’annonce rappelait que la *Davie* s’était vu promettre qu’elle construirait les deux traversiers pour les Iles-de-la-Madeleine. Malgré tout, les annonces et promesses verbales se multiplient, sans qu’il y ait de véritable confirmation écrite.

En fait, cette annonce mine les efforts d’amélioration et d’efficacité recherchés par l’industrie navale et prônés par les Chantiers Davie à Lévis. En prenant cette décision, le gouvernement Trudeau fragilise une fois de plus un secteur économique de la plus haute importance au Québec.

« Pourquoi acheter un traversier en sachant qu’il faudra le vendre dans 5 ans, lorsque la *Davie* aura terminé de construire le traversier devant remplacer le NM Madeleine? Le navire provient d’une compagnie ayant fait faillite. Il n’a été utilisé qu’une seule année et il est déjà en vente. Construit à partir de 2008, il ne répond même pas aux normes actuelles. Pourquoi ne pas louer un bateau durant ces 5 années, ce qui serait beaucoup moins onéreux! », demande Mme Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou.

L’achat d’un bateau fait craindre le pire. A qui le gouvernement vendra-t-il le bateau, dans 5 ans? La crainte est qu’il soit vendu pour une bouchée de pain à la CTMA, entreprise qui gère la traversée vers les Iles-de-la-Madeleine. Si tel est le but de la transaction annoncée hier, les impacts seraient multiples et négatifs. L’achat est au minimum 5 fois plus dispendieux que la location. Les expériences des dernières années ont été amères et excessivement coûteuses au niveau des traversiers achetés à la hâte à l’étranger; pensons simplement au F-A Gauthier et à l’Apollo, réels gouffres financiers. Si le gouvernement achète puis revend le bateau à la CTMA, cela impliquera qu’il ne faudrait construire qu’un seul traversier au lieu de deux. La *Davie* aurait donc un traversier de moins à construire. En achetant le traversier espagnol, non seulement il n’y a aucun retour sur achat pour l’économie d’ici, mais il y a de grands risques de pertes d’emplois pour la Davie et ses fournisseurs au bout des 5 années.

« Alors que les emplois des chantiers de construction navale de Halifax et de Vancouver ne cessent d’être assurés par le gouvernement fédéral, ce dernier refuse d’appliquer la même politique à la *Davie*. Cette dernière a l’espace et l’expertise pour avoir 2000 employés. À cela s’ajoutent les emplois maintenus et créés au sein de près de 900 entreprises au Québec et de 400 autres réparties ailleurs au Canada. Peut-on réellement se permettre de mettre constamment la *Davie* de côté comme l’ont fait les gouvernements conservateurs et libéraux depuis 10 ans? Les délais ne cessent de s’allonger dans l’officialisation des contrats d’importance et la nouvelle d’hier ne fait qu’ajouter de l’huile sur le feu. Cette annonce n’apporte rien, à court, moyen et long terme, à l’économie d’ici. Le gouvernement doit s’engager maintenant à assurer à la *Davie* les contrats de construction non seulement des 2 traversiers, mais également des brise-glaces de classe polaire. Rien ne justifie les délais et tergiversations actuelles. Il s’agit de nos gens, de notre économie! Il est outrageant de voir qu’à nouveau, les employés et fournisseurs du plus grand chantier de construction navale au pays risquent de payer les frais du manque de vision à long terme du gouvernement », s’insurge la députée de Beauport-Limoilou.

-30-

Source :

David Rompré
Directeur de bureau de circonscription
de Julie Vignola
david.rompre.308@parl.gc.ca
(418) 663-2113